F. Lenglet sur l’affaire Bridgestone : l’interventionnisme de l’État “compromet des années d’efforts pour convaincre des investisseurs étrangers que la France est un pays normal”

22/09/2020 à 10h51



Les négociations ont donc commencé lundi 21 septembre sur l’avenir de l’usine de pneus Bridgestone, à Béthune. La direction a maintenu sa ferme intention de fermer, et **nos deux ministres présentes, Agnès Pannier Runacher à Bercy et Elisabeth Borne, à l’environnement, ont annoncé que le gouvernement allait mandater un cabinet de conseil, Accenture, pour faire une “contre-expertise” sur la viabilité du site. Idée doublement saugrenue.**

D’abord parce que qui mieux que **Bridgestone, n°1 mondial du pneu, sait ce qu’il faut faire avec une usine de pneus ?** Ensuite parce que **cette équipe gouvernementale nous chante la messe depuis trois ans avec l’attractivité du site France. Une initiative comme celle-là, aux yeux d’investisseurs étrangers, compromet des années d’efforts pour les convaincre que la France est un pays normal, où le gouvernement n’intervient pas**

à tout propos. (…)

Et c’est faire peu de cas de la détresse des salariés, en **créant un espoir qui a peu de chances d’aboutir. Surtout quand, dans le même temps, la politique anti-voiture s’intensifie, avec les malus sur les véhicules, l’interdiction possible de la pub pour les SUV, les restrictions à la circulation dans les villes. Fabriquer des pneus pour ne pas les vendre, on a du mal à y croire !** Tout cela augure mal des restructurations à venir dans le secteur automobile.

RTL